→ CAMEROUN : LA MORT PROGRAMMÉE DES BIBLIOTHÈQUES

Roger Gatien Kouam Netcha *

Au Cameroun, comme un peu partout en Afrique, les bibliothèques et les centres de documentation sont délaissés. Leur gestion incombe généralement à des amateurs dont la plupart n'obéissent à aucune stratégie de gestion ou de promotion, ne disposent d'aucun budget pour l'acquisition de nouvelles collections, d'aucun instrument de recherche.

(Centre de documentation du CIPCRE) PHOTO : R.G Kouam Netcha

On ne franchit pas le seuil de bibliothèques camerounaises sans un pincement de coeur : des piles de papiers entassées sur des tables branlantes derrière lesquelles on aperçoit à peine le/la documentaliste ; de vieux documents poussiéreux dont certains sont rongés par des termites et qui trônent sur des étagères charançonnées ; des armoires vétustes dans lesquelles sont enfermés quelques ouvrages utiles et auxquels n'accèdent que quelques privilégiés. Dans la plupart des structures où nous sommes passés pour ce reportage, on ne nous a pas permis de prendre de photos, l'état dans lequel se trouvaient les locaux étant tout simplement lamentable. Passé le premier choc, il a fallu en supporter un second : quand nous nous sommes aventurés à demander le catalogue, on nous a tout bonnement "envoyés promener". "Trêve de plaisanterie, nous a-t-on rétorqué, le catalogue que vous demandez, c'est l'affaire des blancs. Ici, nous nous satisfaisons des moyens du bord."

EN MILIEU SCOLAIRE COMME DANS LES ADMINISTRATIONS, LES BIBLIOTHÈQUES NE SONT PAS PRIORITAIRES

Les bibliothèques, les archives et les centres de documentation sont en pleine dépression dans les établissements scolaires, les universités, les administrations, les ONG et dans les entreprises. Marasme, désespoir, perte d'identité, doutes sur leur valeur ajoutée. Plusieurs hauts responsables ne comprennent pas l'importance et l'utilité d'une bibliothèque. Nous avons récemment rencontré un fondateur d'établissement à qui nous proposions des services pour la gestion de la bibliothèque. Il n'a même pas daigné nous recevoir. Il n'aurait pas pris le temps de lire notre lettre d'offre de services. Et nous sommes rentrés sans avoir échangé un seul mot au sujet de cette offre. Sa priorité, nous a-t-il confié, c'est de construire les salles de classe, donner un cadre adéquat aux élèves et à leurs enseignants, "le reste on verra..."[1]. Inutile d'envisager un rendez-vous ultérieur. Il ne voulait tout simplement pas entendre parler de bibliothèque. Dans un autre établissement, les locaux de la bibliothèque ont été transformés en salle de classe et le personnel affecté à d'autres fonctions : surveillant, censeur ou enseignant.

Ils sont nombreux les chefs d'établissement, patrons d'ONG, directeurs et présidents des Conseils d'Administration d'entreprises, maires et autres qui n'accordent aucune priorité à l'information et à la documentation. Lorsqu'il faut construire les bâtiments, on ne pense pas à la bibliothèque. C'est quand on a réparti tous les bureaux que le petit réduit qui n'intéresse personne est affecté à... la bibliothèque ou au centre de documentation. Lorsqu'il faut répartir le budget, c'est en dernier ressort, quand tous les postes budgétaires sont fournis qu'on pense à la bibliothèque. Et même s'il reste assez pour réserver une enveloppe à la documentation, certains "patrons" n'hésitent pas à y puiser, souvent sans même en informer le responsable.

Lorsqu'il faut former le personnel, c'est à celui de la bibliothèque qu'on pense en dernier. S'il y a des séminaires, des ateliers ou des cours de formation sur la bibliothéconomie ou les sciences documentaires, c'est un collègue ou quelqu'un dont le "patron" recherche sans doute les faveurs qui est désigné pour y participer.

Ce ne sont pas seulement les structures documentaires qui sont négligées. Le personnel des bibliothèques est le plus souvent constitué de gens sans formation, vieux, malades, indisciplinés ou en attente d'un poste de responsabilité. Pendant ce temps, les documentalistes, bibliothécaires et autres gestionnaires de l'information sortis de l'ESSTIC (cf. plus bas) ou de l'IPD (idem) sont au chômage[2].

ETRE BIBLIOTHÉCAIRE N'EST QU'UNE OPTION DE SECOURS POUR LES ÉTUDIANTS

L'ESSTIC, c'est l'Ecole Supérieure des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication, structure qui dispense, entre autres formations, celle en bibliothéconomie au Cameroun. L'autre structure de formation des documentalistes est l'Institut Panafricain de Développement de Douala (IPD) qui offre une formation de courte durée (3 à 6 mois) en gestion et en informatique documentaires pour les professionnels de l'information et le personnel de documentation déjà opérationnels ou en voie de l'être.

---

* Documentaliste. Conservateur des bibliothèques. Coordinateur de la Cellule de Communication (CECOM) du Cercle International pour la Promotion de la Création (CIPCRE). E-mail : rgkouam@yahoo.fr

1 Entretiens avec un fondateur d'établissement dans la ville de Bafoussam.

2 Expériences vécues et témoignages reçus des bibliothécaires et documentalistes en fonctions au Cameroun et en Afrique Centrale.

A l'ESSTIC, la documentation est l'option la moins courue par les étudiants. Elle ne rassemble qu'un cinquième de l'effectif total des étudiants, qui préfèrent les filières comme le journalisme ou la presse écrite. La plupart des étudiants n'embrassent la documentation qu'en dernier recours, après avoir tout essayé, partout. A la fin, ils sont obligés, pour être compétitifs sur le marché du travail, de s'orienter vers une autre discipline[3]. Résultat : les bibliothèques, centres de documentation et autres structures documentaires sont gérés par des amateurs qui n'ont qu'une connaissance approximative des exigences du métier.

Dans les bibliothèques en général, le personnel se tourne les pouces et passe les journées soit à lire les magazines soit à des tâches qui n'ont rien à voir avec celles pour lesquelles on l'a engagé. Ainsi, cette bibliothécaire d'une certaine municipalité qui a été contrainte d'abandonner sa bibliothèque de 5 000 livres pour assurer la fonction de secrétaire du maire. Depuis, elle a oublié ce qu'elle avait appris à l'école, nous a-t-elle confié. Ou encore cette autre qui a été appelée par son proviseur à dispenser les cours de français. Et que dire de cette brave dame, nantie d'un diplôme d'Ingénieur en sciences documentaires et en bibliothéconomie, qui a été pendant près de cinq ans soumise aux caprices d'un amateur nommé responsable de la bibliothèque de la structure dans laquelle elle travaillait. Elle était contrainte aux tâches subalternes et empêchée de prendre une seule initiative. Aux dernières nouvelles, elle a été appelée à "d'autres fonctions" au ministère de la Recherche Scientifique et Technique[4].

Pour permettre à tous ceux qui désirent avoir des compétences en management de l'information et des documents dans l'entreprise, l'ESSTIC a lancé cette année 2006, un cours par correspondance en collaboration avec la coopération française. Pour former des gestionnaires des systèmes d'information (base de données, archives, documents) ; des gestionnaires de la cellule de veille et d'intelligence économique ; des communicateurs d'entreprises et des recherchistes sur Internet.

QUE DIRE DES USAGERS ?

Il est vrai que la culture du livre et de la lecture n'est pas ancrée dans les mœurs africaines. Les gens ne lisent à la rigueur que les journaux. Les élèves et les étudiants ne s'intéressent qu'aux livres inscrits à leur programme. Les fonctionnaires et les cadres d'entreprises ne s'intéressent pas à la culture générale.

Et s'il arrive qu'une frange de ces publics entre tout de même dans une bibliothèque, c'est tout juste si on leur prête attention. Pourtant, c'est la qualité du service rendu aux usagers et autres utilisateurs qui valorise une structure documentaire. Le seul service qu'on consent à leur offrir le plus souvent consiste à les noyer dans une pile de documents qu'ils doivent ensuite se débrouiller à trier. Il n'y a aucune stratégie de gestion de l'information pour faciliter la recherche aux usagers. Aucun catalogue, aucune initiative de promotion des services documentaires, encore moins d'acquisition des documents.

Le taux de fréquentation est généralement bas dans les bibliothèques et les centres de documentation. On estime de quatre à dix le nombre de personnes fréquentant chaque semaine les bibliothèques d'étude et/ou spécialisées (centres de documentation des ONG ou des entreprises). On dénombre moins de dix visiteurs hebdomadaires à la bibliothèque nationale. Celle-ci peut rester parfois fermée toute une semaine, faute d'usagers. Entre vingt-cinq et septante-cinq visiteurs, parfois davantage se rendent dans les bibliothèques publiques ou municipales. Plus de cent dans les bibliothèques scolaires et universitaires[6]. Ce dernier chiffre varie selon le cas. Parce qu'il existe des établissements où la bibliothèque n'est que l'ombre d'elle-même : aucun ouvrage de référence, pas de manuel scolaire, seulement de vieilles collections sans aucun intérêt pour les élèves...

Dans d'autres établissements - et ce sont, hélas, les plus nombreux-, ne parlez même pas de bibliothèque. Elle n'existe pas. Si l'établissement est situé dans une zone reculée comme Koupa Matapit dans le Noun, Province de l'Ouest ou Somié dans l'Adamaoua, Kongle ou Wabane dans le Sud-Ouest, l'élève a de fortes chances d'achever son cursus scolaire sans savoir ce qu'est une bibliothèque.

Un haut responsable d'une structure de la place a bénéficié récemment d'un financement pour édifier une bibliothèque moderne gratifiée d'un don de plusieurs milliers d'ouvrages. Mais il nous a déclaré que c'était un immense gâchis parce qu'aucune stratégie de gestion n'a été mise en place pour attirer les usagers qui sont pourtant nombreux dans la ville et prêts à payer pour être bien servis et renseignés..

REDONNER AUX STRUCTURES DOCUMENTAIRES LEURS LETTRES DE NOBLESSE

C'est au sein des ONG et autres structures non gouvernementales que les bibliothèques et les centres de documentation redorent leur blason à l'exemple du Centre de documentation pour le Développement Rural (CDDR) du Service d'Appui aux Initiatives Locales de Développement (SAILD). Le CDDR est une structure de documentation qui offre un excellent cadre de lecture à ses usagers de Yaoundé dans le domaine du Développement Rural.

Initialement confiné dans les locaux étroits du SAILD et difficilement accessibles au grand public, le CDDR a été délocalisé pour occuper des locaux plus vastes et plus accessibles aux usagers. Cette délocalisation est la preuve que les responsables de cette ONG veulent accorder à la documentation et à l'information une place importante dans leur organisation. Ils ne se sont pas arrêtés là, mais le Secrétaire Général du SAILD a laissé les coudées franches à la directrice du CDDR pour gérer le centre et négocier les contrats.

Celle-ci a ainsi pu développer plusieurs autres activités en partenariat avec d'autres structures d'information dans le monde, dont le CTA (Centre Technique Agricole et rural) de Wageningen en Hollande, avec qui elle a développé le service "Allô Ingénieur" pour répondre par téléphone aux questions des paysans concernant les activités agricoles ou encore le Service "Questions-réponses" qui fournit aux paysans camerounais des fiches d'informations et autres dossiers documentaires dans le domaine du développement. Le CDDR coordonne aujourd'hui le réseau SICAC (Système

3 Entretiens avec un étudiant de l'ESSTIC rencontré lors d'une formation à Joseph Merrick Centre à Douala au Cameroun.

4 Témoignages reçus pendant nos entretiens avec des collègues d'autres structures au Cameroun et en Afrique Centrale.

5 La promotion d'un centre de documentation peut se faire par des moyens directs comme des visites du centre, les journées portes ouvertes, les stands dans des salons, l'exposition mobile ou la sensibilisation au cours des réunions. Elle peut aussi se faire par des moyens indirects à travers les dépliants ou les plaquettes, les encarts dans des revues, les affiches et les messages radio ou sur Internet.

6 Expériences vécues, témoignages reçus et observations dans les institutions documentaires du pays.

d'Information et de Communication Agricole d'Afrique Centrale)[7]. Un autre exemple : le Centre de Documentation du Cercle International pour la Promotion de la Création (CIPCRE) à Bafoussam..

Le CIPCRE a créé un centre de documentation dans un double objectif : renforcer l'expertise de son personnel et l'outiller dans l'exécution de ses activités ; fournir aux usagers externes des informations diverses sur l'écologie, le développement durable et la promotion humaine. Cette structure documentaire émerge dans l'environnement de la Province de l'Ouest comme un centre de référence. Parmi ses usagers, on compte de nombreux étudiants de l'Université de Dschang, les agents et les cadres des délégations provinciale et départementale du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, du ministère des Forêts et de la Faune et du ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature[8].

Aujourd'hui, le CIPCRE ne lésine pas sur les moyens pour alimenter le fonds documentaire de son centre, et ce malgré les restrictions budgétaires imposées par ses bailleurs de fonds. Les nouvelles acquisitions sont certes minimes et insuffisantes pour satisfaire les nombreux usagers qu'il reçoit. Mais le Centre de documentation les complète avec les rapports d'études, les rapports d'étudiants et d'autres documents provenant de sources diverses : les dons des partenaires et les abonnements aux journaux spécialisées. Le fonds est constitué de 2500 documents. Il est géré par le logiciel informatique ISIS, distribué par l'UNESCO. Grâce à ce logiciel, le Centre de Documentation a produit un catalogue systématique et des index auteurs et matières qui permettent aux usagers/utilisateurs de se retrouver rapidement par rapport à leur centre d'intérêts. Actuellement, cette méthode de gestion, est appréciée par de nombreux responsables de structure qui la visitent et expriment le désir de bénéficier de cette expertise documentaire.

D'autres structures existent comme l'Alliance Franco Camerounaise (AFC) à Dschang, le Centre Culturel Français, l'Institut Goethe, le British Council et le Centre Culturel Américain à Yaoundé pour promouvoir les langues et les cultures étrangères. La particularité de toutes ces structures documentaires est qu'elles jouissent d'une certaine autonomie. Le fonds documentaire est plus fourni, mieux géré et régulièrement actualisé par de nouvelles acquisitions. Le personnel est constitué de professionnels de l'information. Il participe très souvent aux séminaires et ateliers dans le domaine de la gestion de l'information. Ici, on aura compris à temps que l'information et la documentation sont la base d'un développement durable. Qu'aucune révolution véritable ne s'est opérée sans qu'il y ait une information ciblée et bien structurée à la base. Et qui, mieux qu'une bibliothèque ou un centre de documentation digne de ce nom peut la procurer ?

CONCLUSION

La documentation et l'information agonisent dans le secteur de l'administration publique et même dans les établissements scolaires. Il n'y a plus beaucoup d'engouement, chez les jeunes étudiants, pour la bibliothéconomie ou les sciences documentaires.

Les structures non gouvernementales comme l'AFC, le British Council, les Centres Culturels américains et français, l'Institut Goethe qui ont la gestion de l'information comme principale activité pourraient facilement opérer cette révolution de l'information en édifiant des structures documentaires dignes de ce nom. Les ONG font aussi des efforts louables pour sortir

(Centre de documentation du CIPCRE) PHOTO : R.G Kouam Netcha

la documentation de sa torpeur. Mais leurs priorités restent ailleurs. Elle dépendent souvent à 90% de financements extérieurs et sont souvent obligées d'opérer des choix stratégiques qui ne se font pas toujours en faveur de la documentation.

En outre, la plupart des ONG, sinon toutes, restreignent les centres d'intérêt de leurs centres de documentation aux thématiques sur lesquelles elles interviennent. Et dans la plupart des cas, aucune stratégie d'autofinancement partiel des centres de documentation n'a été sérieusement envisagée. Ils demeurent dépendants de la superstructure.

Beaucoup d'initiatives visant à revigorer le secteur de la documentation et de l'information sont étouffées. On croit que c'est un secteur essentiellement consommateur de budget. Certes, pour avoir une bonne bibliothèque ou une bonne documentation, il faut investir dans l'achat des documents qui intéressent le public et les actualiser régulièrement. A cette condition, la plupart des usagers/utilisateurs sont prêts à payer pour les services qui leur sont rendus. Il ne suffit pas que le documentaliste ou le bibliothécaire soit inventif pour mettre en place des activités génératrices de revenus. Encore faut-il que le promoteur du centre pense dès le départ à lui donner les moyens de développer des activités complémentaires. Un service d'information ne pourra jamais s'autofinancer à 100%, mais on peut mettre en place des stratégies qui permettent de payer certaines factures, de régler les salaires, de réparer les meubles et documents endommagés, d'entretenir les locaux, etc. ■

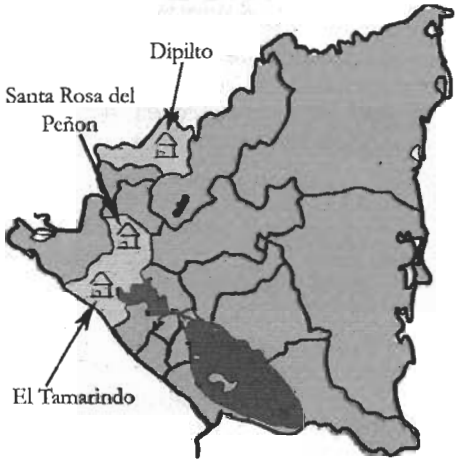
7 Le Réseau SICAC veut en quelque sorte étendre le service questions-réponses partout en Afrique Centrale pour rapprocher davantage l'information des usagers/utilisateurs.

8 Expériences vécues à notre poste de travail depuis 10 ans. Le centre de documentation du CIPCRE et le CDDR entretiennent une bonne collaboration qui date de longtemps. La collaboration est plus récente avec l'AFC de Dschang, mais elle se met en place.

→ BIBLIOTHÈQUES RURALES COMMUNAUTAIRES AU NICARAGUA. UN PONT ENTRE LES BESOINS D'INFORMATION ET LES OPPORTUNITÉS DE DÉVELOPPEMENT*

*Martin Cuadra***

Le Service d'Information Mésoaméricain sur l'Agriculture Soutenable (SIMAS) accompagne depuis 2003 le renforcement des capacités de trois bibliothèques rurales communautaires dans les municipalités de Santa Rosa del Peñón, El Tamarindo (León) et Dipilto (Nouvelle Ségovie)...



CARTE : SIMAS

L'éducation est un des ressorts fondamentaux sur lesquels s'appuie une société dynamique et active: Elle est un droit fondamental et une source de progrès et de bien-être. Le droit à l'éducation est lié à celui de l'accès à l'information et à la connaissance et contribue à l'amélioration de la qualité de vie dans le monde rural.

Le succès du processus de développement de sociétés telle que celle du Nicaragua, requiert le soutien d'une information opportune et efficace. L'information est la clé du changement. C'est un pouvoir fondamental pour les peuples : celui de planifier avec objectivité et précision des actions qui apportent des réponses réalistes aux problèmes de la population ; celui de prendre un départ avisé en minimisant les possibilités d'erreur.

C'est la raison pour laquelle de 2003 à 2005, SIMAS a choisi de s'investir dans un "projet de communication alternative pour la promotion du développement durable du monde rural". Un volet de ce projet appuyait le renforcement de bibliothèques rurales à l'ouest et au centre-Nord du pays. Il s'agissait d'aider ces bibliothèques à cesser d'être de simples dépôts de livres pour se moderniser et se convertir en véritables centres d'information au service de la communauté.

LES BIBLIOTHÈQUES RURALES

Ce travail a commencé par l'identification des bibliothèques à associer au programme. Cinq critères ont prévalu pour cette sélection :

- qu'elles affichent d'ores et déjà l'ambition de contribuer au développement de la communauté ;
- qu'elles jouissent d'un soutien organisationnel et institutionnel ;
- que la population réclame un service d'accès à l'information ;
- qu'une équipe soit responsable de la bibliothèque ou du département d'information ;
- qu'il existe une volonté de réaliser des actions qui génèrent du développement durable.

Trois bibliothèques ont ainsi été choisies, réparties dans six communautés rurales du pays.

Jusqu'en 2005, l'effort s'est surtout porté sur l'appui à l'installation de bibliothèques rurales par la donation de ressources bibliographiques, de mobilier et d'équipement audiovisuel. Une formation de base a également été dispensée pour organiser la collection.

L'initiative de SIMAS complétait celles d'autres acteurs comme à Dipilto où la bibliothèque avait déjà reçu l'appui des américains de la Peace Corps et bénéficiait également d'un apport de la mairie qui versait un salaire de 1200 cordobas à la bibliothécaire (soit 68 dollars US).

La bibliothèque de Santa Rosa del Peñon dépendait d'une ONG locale (ADECAC) qui en assurait le fonctionnement. L'employé n'était pas rémunéré mais recevait 25% des revenus du service de photocopie. Celle d'El Tamarindo était gérée communautairement et le salaire de l'employé était versé mensuellement par la municipalité à raison de 400 córdobas (22 $US).

Aucune des trois ne pouvait compter sur un personnel professionnel. Les bibliothécaires étaient de jeunes étudiants de première année de secondaire. Une personne était universitaire mais n'avait une grande expérience professionnelle. Bien qu'elles dépendaient toutes d'organisations plus larges, ces bibliothèques ne bénéficiaient pas d'un réel appui institutionnel.

CARACTÉRISTIQUES COMMUNES DES BIBLIOTHÈQUES

PHOTO : SIMAS

Un diagnostic effectué en 2006 par SIMAS montre qu'en général, on continue de penser que la bibliothèque n'est faite que pour offrir des services sur consultation. Les bibliothèques se contentent d'entretenir les collections et de répondre aux questions et demandes qui leur sont adressées.

Par conséquent, il n'est pas question d'investir dans du travail d'organisation de l'information, dans l'identification des besoins des populations, ni en conséquence dans la production de bibliographies adaptées.

---

* Une version intégrale et originale (en espagnol) de cet article est également disponible sur le site Internet du COTA (www.cota.be) dans la section articles complémentaires de la rubrique consacrée à la revue.

** Responsable de la section Information et Gestion des connaissances du service d'Information Mesoaméricain sur l'agriculture soutenable (SIMAS), Nicaragua (manejo-informacion@simas.org.ni. Site : www.simas.org.ni).

HTTP://WWW.COTA.BE

Excepté à Dipilto, il n'existe aucune instance communautaire d'appui à la bibliothèque. Les textes concernant El Tamarindo mentionnent l'existence d'un comité d'appui mais nous n'en avons pas trouvé trace.
A l'exception des contributions mentionnées plus haut, les bibliothèques fonctionnent sans ressources financières leur permettant d'entretenir une équipe capable de systématiser, proposer et définir des actions locales.
Il est notoire que les bibliothèques accusent un déficit qualitatif et quantitatif de personnel. Le peu de connaissances acquises n'est suffisant pour améliorer les prestations dans l'administration de la bibliothèque, surtout si la plupart du temps de travail est consacré à l'attente des usagers...
Pour leur part, les acteurs locaux ne visualisent pas, du point de vue de leur secteur d'activité ou de leur fonctionnement comment la bibliothèque peut les aider à améliorer leur travail.
Les fonds ne sont constitués que de livres (monographies, encyclopédies, dictionnaires).
Les usagers sont surtout des étudiants ou des écoliers.

DE CHAUX OU DE SABLE...

L'accompagnement a duré deux ans. Durant cette période les prestations de service d'information à la communauté se sont surtout centrées sur la population en âge de scolarité.
L'évaluation des processus et résultats montre que l'appui du SIMAS et des autres acteurs s'est focalisé sur le matériel et le stratégique. On n'a pas cherché à potentialiser les intérêts des acteurs locaux et de la communauté pour la bibliothèque. On a pas davantage veillé à étendre l'appropriation sociale au-delà de celle des usagers actuels. Les bibliothèques n'ont donc pas pu passer à une étape supérieur de développement qui aurait pu faire d'elles de vrais instruments au service du développement communautaire.
Cela nous a incité à réviser notre stratégie d'intervention partant de questions simples : quelles informations sont utilisées par la population ? Desquelles ont-elles besoin sans parvenir à se les procurer localement ? Comment la bibliothèque contribue-t-elle aux processus de développement en cours dans la communauté ?
Pour SIMAS, le développement communautaire est lié à l'information. Il faut disposer d'un système permettant d'écouter et de comprendre les problèmes et les besoins en informations des acteurs du monde rural pour ensuite les chercher, les traiter, les conditionner et les diffuser.
SIMAS a donc décidé de continuer à appuyer les bibliothèques rurales communautaires à travers un plan de transition en trois volets :

- diagnostiquer le fonctionnement actuel des bibliothèques : la situation technique (que font-elles ? Comment ?) dans ses aspects programmatiques (pourquoi le font-elles ? avec qui ?),
- déterminer un modèle de centre d'information communautaire mieux adapté aux réalités (et compte tenu des changements de contextes éventuels),
- appliquer ce modèle et évaluer son application.

Ainsi, en collaboration avec les autres acteurs, on prétend désormais :

- améliorer les capacités des bibliothèques à rechercher l'information utile à la communauté ;
- à rechercher les acteurs internes et externes avec lesquels établir des alliances qui aident à obtenir de l'information actualisée et de qualité sur sa municipalité ;
- impliquer la communauté dans le développement des bibliothèques ;
- améliorer l'organisation des collections ;
- améliorer les dispositifs qui permettent d'observer l'utilisation que fait la population de la bibliothèque ;
- promouvoir l'utilisation de l'information pour la construction de la citoyenneté.

Cela impliquera d'identifier les aspects techniques et communicationnels optimisant la mission des bibliothèques communautaires : organiser l'information et la mettre à disposition de manière à ce que les communautés la trouvent précisément et rapidement et puissent effectivement s'en servir pour contribuer à la résolution des problèmes locaux.

REPENSER LES BIBLIOTHÈQUES COMMUNAUTAIRES

PHOTO : SIMAS

Etymologiquement, bibliothèque signifie "caisse de livres". C'est-à-dire un endroit où se gardent s'emmagasinent les livres. Mais une bibliothèque est plus qu'un grenier. C'est aussi un endroit où se conserve la connaissance accumulée par l'humanité pour améliorer ses conditions de vie sur le plan politique, économique, culturel,...
Avec le temps, les bibliothèques ont été amenées à assumer différentes fonctions supplémentaires qui tiennent toutes à "satisfaire les besoins en information des usagers", y compris les besoins latents, qui n'ont pas été formulés ou même identifiés par ces derniers.
Dans le contexte d'iniquité et de faible accès à l'information dans lequel vivent les communautés rurales du Nicaragua, les bibliothèques et bibliothécaires contribuent à la lutte contre la pauvreté, l'analphabétisme, la désinformation sanitaire, la restauration de l'identité des minorités, la valorisation des traditions, la reconnaissance culturelle, l'appropriation des droits et des libertés de base... Pour cela, les bibliothèques doivent s'intéresser aux phénomènes qui les entourent.
Elles doivent les accepter, s'en occuper, les connaître et comprendre quel rôle elles peuvent jouer plutôt que de se réfugier dans une réalité virtuelle et physique.

IMPLICATION ET ACTION

Ces deux mots résument assez bien l'attitude à promouvoir. L'implication avec et envers les gens qui recherchent nos services, ou qui ne les cherchent pas parce qu'ils ignorent qu'on peut les aider... (bien qu'ils en aient un besoin urgent), et l'action qui en découle, au-delà des idéologies, des préjugés. La nouvelle bibliothèque communautaire, pensée dans la perspective du développement, ne doit pas pour autant délaisser ses fonctions actuelles.
Les bibliothèques sont des centres d'information, des institutions qui dépendent de ce que la population réclame et de ce dont elle a besoin. Dans ce cadre, elles pourront aussi compiler des informations inédites qui satisferont ces besoins et même dans la foulée se convertir ainsi en centre de référence sur la communauté. Elles devront également promouvoir la mobilisation sociale.

Dans notre conception de ce que doit être la bibliothèque communautaire au Nicaragua, quatre aspects sont essentiels :

- il est indispensable d'être attentif aux besoin des personnes qui ne fréquentent pas la bibliothèque (ne pas se limiter aux usagers habituels) ;
- il faut savoir faire valoir auprès de la société et des responsables politiques l'importance des bibliothèques rurales ;
- les services doivent autant que possible s'adapter aux usagers (guides de lectures spécifiques, information sur les nouveautés, prêts interbibliothèques, programmations spéciales, le tout dans la perspective d'une citoyenneté responsable et dynamique);
- donner les possibilités de développer un apprentissage responsable et actif (renforcer les capacités des ressources humaines, la motivation des jeunes disposés à s'investir, des groupes de pères et mères de famille ou de producteurs...)

La bibliothèque peut encore être un espace ouvert, libre, où se tiennent des réunions au cours desquelles peuvent se discuter les problèmes communs et d'où peuvent émerger des solutions.
L'utilisation des nouvelles technologies peut contribuer à améliorer et étendre les services, faciliter la formation des professionnels et servir de point d'accès aux ressources extérieures.
Le travail en réseau et le partage des ressources s'impose.
Par ailleurs d'autres acteurs peuvent s'appuyer sur elles pour relayer leurs propres initiatives. Ainsi, les ministères de la Santé, de l'Education, de l'Agriculture pourraient utiliser la bibliothèque communautaire comme un espace de promotion de la prévention des maladies épidémiques et du VIH/SIDA, l'importance de l'apprentissage et de la lecture, les problèmes environnementaux, la violence intrafamiliale, le genre...

LEÇONS APPRISES

Le processus de transformation initié par SIMAS est encore en cours. A l'heure actuelle, les bibliothèques ne sont pas encore capables d'assumer pareille responsabilité. Jusqu'à présent, il n'y avait pas de plan de travail établi. Les activités de reconnaissance et de suivi auraient dû faire l'objet de davantage d'attention.
Les trois bibliothèques du programme fonctionnent plutôt comme des bibliothèques scolaires, ce qui est déjà bien mais n'atteint pas le saut de qualité désiré. Il faut par conséquent être plus systématique, de pas les laisser seules, les visiter plus fréquemment, travailler avec elles. Cela les sécurisera, ainsi que les organisations auxquelles elles sont attachées.
Il est capital d'institutionnaliser les processus de collaboration avec les institutions qui sont derrière les bibliothèques. Les accords doivent prévoir un plan de travail ou au moins des résultats tangibles à moyens termes. Cela facilitera la prise de décision et la mise en place d'un suivi adéquat.
Le renforcement des compétences des bibliothèques ne doit pas être conçu en fonction des techniques bibliothécaires, mais être renouvelé en permanence et comprendre des sujets complémentaires : techniques de lecture, de narration orale, histoire et autres domaines concernant le développement communautaires (bases statistiques, genre, santé, économie...) qui élargissent les horizons limités des bibliothécaires...
Il est important de montrer à l'Etat comme à la Coopération internationale, l'importance du rôle des bibliothèques en matière de développement.

PHOTO : SIMAS

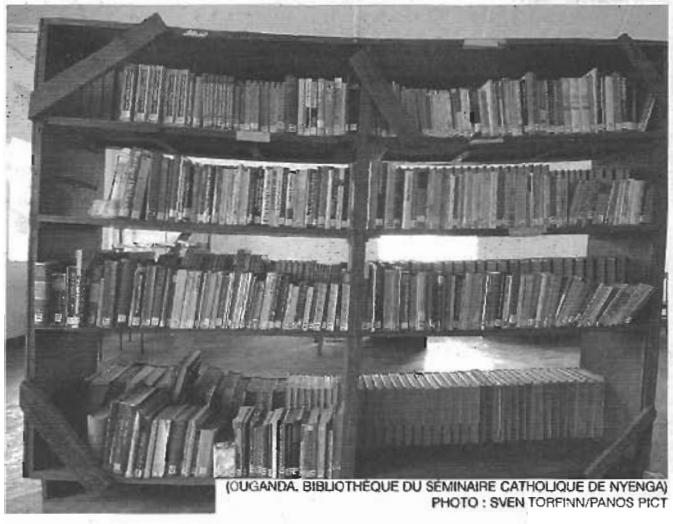
Ce sont des agents de changement et non des entités inertes. Dans les pays en développement, les bibliothèques sont les dernières priorités des gouvernants et des acteurs de la coopération. Bien sûr, ni le livre ni la bibliothèque ne sont des remèdes radicaux contre la pauvreté, mais ils sont un point d'appui pour le bien-être des générations futures.
La proposition de SIMAS est de "travailler comme une plateforme qui facilite l'échange d'information, de connaissances et d'expériences pratiques et académiques ; par des moyens adaptés à chaque public, contribuer au dialogue, encourager les initiatives communes et les associations". Travailler avec les bibliothèques et bibliothécaires est certainement un moyen de relier les besoins d'information et les opportunités de développement. ■

HTTP://WWW.COTA.BE

→ INVENTORIER ET CONSERVER LE SAVOIR INDIGÈNE*

*Jabulani Sithole***

Le savoir traditionnel indigène est utilisé depuis de nombreuses années pour la gestion des ressources naturelles et pour répondre à de nombreux problèmes sociaux liés à la santé, la pauvreté, la production agricole et la sécurité alimentaire. Les communautés africaines y ont notamment recours pour répondre au problème du SIDA et à sa propagation, en apportant un traitement aux infections opportunistes. Mais les bibliothèques éprouvent les plus grandes difficultés à inventorier et diffuser ce savoir à caractère principalement oral et communautaire et pour en faire une base de connaissances largement et mondialement reconnue.



(OUGANDA. BIBLIOTHÈQUE DU SÉMINAIRE CATHOLIQUE DE NYENGA)
PHOTO : SVEN TORFINN/PANOS PICT

M. Warren a défini le savoir traditionnel indigène, comme "un savoir local propre à une culture ou à une société donnée". "[Il] est le corpus systématique du savoir acquis par une population locale par accumulation d'expériences, la somme d'expériences informelles et d'une compréhension intime de son environnement par une culture donnée."[1] A l'origine de tous les processus du développement humain, il commande la prise de décisions à tous les niveaux. C'est un ensemble complet de savoirs, de savoir-faire et de pratiques entretenus et développés par des populations, la plupart du temps en milieu rural, qui ont une puissante interaction avec leur environnement naturel.

Cette interaction fonde les présupposés, les interprétations et le mode de pensée qui composent un complexe culturel englobant le langage, les systèmes de terminologie et de classification employés, les modes d'exploitation des ressources naturelles, les rituels, la spiritualité et une conception du monde. Elle fournit la base qui préside aux décisions locales dans tous les secteurs fondamentaux de la vie quotidienne comme la chasse, la pêche, l'agriculture et l'élevage, la production alimentaire, l'eau, la santé et l'adaptation aux changements sociaux et environnementaux.

L'IMPORTANCE DU SAVOIR TRADITIONNEL

Le savoir traditionnel indigène est très fortement modelé par la stratification sociétale[2]. Les femmes s'y connaissent généralement mieux en classification des sols pour la culture, en construction des cases et en poterie, tandis que les hommes possèdent plus de savoirs dans la gestion des réserves alimentaires, conformément au rôle social imparti à chacun. La différenciation sociale de base parmi les adultes, membres économiquement actifs de cette société, se fonde sur le sexe. Des secteurs spécifiques d'activité deviennent le domaine des deux sexes lorsqu'ils demandent au cours du temps plus de savoir et de technologie.

En règle générale, le savoir traditionnel indigène n'a pas de voix, il se niche dans les pratiques et les expériences de son détenteur. Il s'échange de façon courante à travers une communication et une démonstration personnelles du professeur à l'apprenti, des parents aux enfants, de voisin à voisin. Le savoir traditionnel indigène est diffusé et préservé à travers diverses histoires familiales, de tabous, de symboles, de mythes et légendes, de rituels, de sons et danses, de festivals, de proverbes, à travers la poésie et la littérature... L'izibongo (éloge poétique), le lenganekwano (histoires populaires), le drame, le théâtre, les jeux de rôle, le folklore et d'autres supports culturels.

Le savoir traditionnel indigène a deux avantages de poids par rapport au savoir provenant de l'extérieur :

- il est bon marché et directement utilisable dans la plupart des communautés et groupes sociaux ;
- il est socialement souhaitable, économiquement abordable, source de développement durable, et il implique une prise de risques minimum pour les agriculteurs.

En outre, il contribue à améliorer la compréhension de conditions locales et fournit un contexte productif pour des activités destinées à aider les communautés. En outre, l'usage du savoir traditionnel indigène "apporte la garantie que les usagers finaux des projets spécifiques de développement agricole sont impliqués dans le développement de technologies appropriées à leurs besoins".[3]

La Banque mondiale a souligné que l'échec répété des différents modèles de développement à orientation occidentale a amené les praticiens du développement et la Banque elle-même à évaluer la capacité et le rôle critique du savoir traditionnel indigène pour promouvoir un développement soutenable. Son dernier président, James D. Wolfensohn, a

---

* Cet article est l'adaptation d'un texte dont le titre intégral est "Les défis auxquels sont confrontés les bibliothèques et les centres de documentation pour conserver le savoir traditionnel indigène" traduit de l'anglais par Marie-Catherine Cadet (Université du Sud-Toulon-Var). Il s'agit d'une contribution faite en août 2006, à Séoul, à l'occasion du 72ème congrès international de la bibliothèque et de l'information. (http://www.ifla.org/IV/ifla72/papers/116-Sithole_trans-fr.pdf). Nous le publions avec l'aimable autorisation de l'IFLA (Fédération Internationale des Institutions et associations de bibliothèques).

** National Aids Council, Avondale, Harare, Zimbabwe.

1 M.D. Warren, The Cultural Dimension of Development : Indigenous Knowledge Systems, Intermediate Technology Publications, London, 1995.

2 P.G. Fernandez, Indigenous Seed Practices for Sustainable Development Indigenous Knowledge and Development Monitor, 1994 (www.nufficcs.nl/ciran/ikdm)

3 M.D. Warren, Using Indigenous Knowledge in Agricultural Development", Banque mondiale, Washington DC, 1993.

déclaré que "le savoir traditionnel indigène faisait intégralement partie de la culture et de l'histoire d'une communauté locale" et que "nous devions apprendre le savoir des communautés locales afin d'enrichir le processus de développement".[4]
C'est un patrimoine d'une immense valeur, qui ouvre à l'humanité des fenêtres sur la façon dont quantité de communautés ont interagi avec leurs divers environnements, notamment avec la flore et la faune. Le monde a besoin de le valider et de le protéger contre le biopiratage et d'autres formes de violation. Dans le cadre de la globalisation et de l'émergence de la société du savoir, ce travail doit être reconnu et financé. Il constitue la preuve que les communautés locales sont détentrices d'un système de connaissances complexe et extrêmement développé. Cela contribuera à fonder les réclamations des communautés locales en vue de partager les profits nés de la commercialisation de produits émanant de ce savoir.

UN SAVOIR EN VOIE DE DISPARITION

(Sénégal. Imam de Hamdallaye Samba Mbaye) PHOTO : COTA

Dans les sociétés traditionnelles, on trouvait des gardiens assignés du savoir spécialisé, tels les griots dans la culture ouest africaine et les imbongi (gardiens des généalogies) chez les Zoulous et le peuple Ndebele. Ce savoir est susceptible de disparaître s'il n'est pas enregistré pour être stocké et retransmis. Si rien n'était tenté dans ce sens, la Banque mondiale estime qu'en une seule génération, ce savoir pourrait être définitivement perdu.
Plusieurs stratégies ont été proposées jusqu'à présent qui consistent essentiellement à repérer, documenter et stocker ce savoir dans des archives internationales, régionales et nationales, et à constituer des bases de données pour en élargir la communication en dehors de leurs communautés d'origine.
A ce jour, ce travail n'a pu être accompli que pour une part infime du savoir traditionnel indigène. La reconnaissance du savoir traditionnel comme une richesse nationale importante est une nouveauté récente. Les efforts se sont surtout portés sur les documents ayant trait aux bonnes pratiques susceptibles d'être transférées à d'autres cultures et communautés. Mais le savoir indigène africain a tout de même besoin d'être codifié en formats électroniques et formats d'impression audio et vidéo afin d'être rendu accessible au niveau de l'infrastructure de l'information mondiale, dans des langues comprises par d'autres communautés que celles dont il est issu (dès lors qu'il cesse d'être spécifique à une localité). Cela paraît techniquement simple à réaliser, mais cela peut être laborieux, long, coûteux et parfois décevant.

BIBLIOTHÈQUES ET SAVOIR TRADITIONNEL INDIGÈNE EN AFRIQUE

En Afrique, les bibliothèques étaient à l'origine construites pour des gens dont le savoir était importé des pays coloniaux. Elles étaient alors destinées à servir les intérêts des colons. Elles étaient petites et rassemblaient essentiellement des livres à contenus étrangers.
Lorsque la plupart des pays africains ont accédé à l'indépendance, cela n'a pas beaucoup changé. Elles sont restées largement imprégnées par l'étranger, leur sort étant généralement ignoré par les nouveaux gouvernants accaparés par d'autres priorités. Peu d'Etats ont jugé bon de légiférer pour soutenir leur développement et chez ceux qui l'ont fait, le lois n'ont que rarement été suivies d'applications. Ainsi, par exemple, la Loi sur la Bibliothèque nationale et les services de documentation du Zimbabwe (Zimbabwe's National Library and Documentation Services Act), promulguée en 1986. Elle s'est avérée inopérante car aucun plan programme n'a été défini. La seule chose qui reste de ce service national de documentation, c'est un mirage.
Quand des donateurs internationaux sont depuis lors intervenus pour soutenir la fondation de bibliothèques publiques, là encore, les aides matérielles et financières apportées ont surtout contribué à l'acquisition d'imprimés et autres supports en provenance de l'étranger. Ainsi, au Zimbabwe, le soutien aux bibliothèques publiques à Bulawayo (2e grande ville du pays), apporté dans les années 80 par les pays du Nord a permis aux collections des bibliothèques de s'accroître considérablement, mais avec du matériel occidental. On n'a pu collecter localement qu'un nombre insignifiant de documents, le plus souvent des imprimés et des manuels scolaires.
Dans les années 90, au Zimbabwe, un programme de développement des ressources et des bibliothèques rurales (RLRDP - Rural Libraries and Ressources Development Programme) a permis la création de trois cent bibliothèques communautaires scolaires rurales. Dix charrettes à ânes et cent trente vélos pour transporter les ouvrages ont également été financés. Bien qu'un effort important ait été déployé pour pourvoir ces fonds de documents appropriés aux publics ruraux, l'abondant savoir traditionnel indigène des usagers n'était toujours pas valorisé ou promu.
Aujourd'hui encore, le rapport entre bibliothèques et savoir traditionnel indigène reste encore distant. Elles n'ont pas encore suffisamment intégré l'importance fondamentale de ces savoirs pour le développement social. Les bibliothèques doivent redéfinir leurs sources d'information et de savoir.

CADRES JURIDIQUES, CONVENTIONS INTERNATIONALES ET POLITIQUES NATIONALES

Tant les accords internationaux que les lois et règlements nationaux constituent des cadres et des outils importants sur lesquels se reposer pour entreprendre de valoriser et de diffuser la documentation de ce savoir.
Les mouvements militants du savoir traditionnel indigène et de nombreuses communautés locales à travers le monde ont eu une influence positive sur le accords multilatéraux comme

4 D. Kreszentia, Culture and Sustainable Development, Banque Mondiale, 1999.

HTTP://WWW.COTA.BE

la CBD (Convention sur la biodiversité)[5]. La dépendance traditionnelle de nombreuses communautés indigènes et locales envers les ressources biologiques est reconnue par la communauté internationale, notamment dans le préambule de la CBD, ratifié par 178 pays. Les gouvernements se sont engagés, en vertu de l'article 8, à préserver et maintenir les connaissances et pratiques des communautés autochtones et locales.

Depuis la conférence de Rio, l'Agenda 21, est lui aussi devenu un cadre important pour le soutien à la documentation du savoir traditionnel indigène. Le chapitre 26 appelle à :

- reconnaître la valeur et les pratiques de gestion des ressources issues de savoir traditionnel indigène dans le but de promouvoir un développement soutenable et respectueux de l'environnement ;
- mettre en place des accords pour renforcer la participation active des populations et communautés indigènes dans l'élaboration des règlements, lois, et programmes nationaux définissant les processus de gestion des ressources et d'autres processus de développement.

Malheureusement, peu d'Etats ont effectivement mis en place des politiques nationales adéquates avec de véritables programmes d'action. L'Afrique du Sud fait partie des pays qui se sont dotés d'une politique des systèmes du savoir traditionnel indigène (La South Africa's Indigenous Knowledge Systems Policy).

AUTRES DIFFICULTÉS DE LA DOCUMENTATION DES SAVOIRS INDIGÈNES

(Mali. Maison de la presse de Bamako) PHOTO : COTA

- **L' accès insuffisant aux nouvelles technologies de l'information et de la communication.**
- **La nature individualiste du savoir traditionnel indigène.** Le savoir traditionnel est souvent basé sur l'individu. Il est transmis à l'enfant par ses parents, ou encore il peut s'agir d'ancêtres le communiquant à un individu à travers des rêves, un langage incompréhensible en dehors du seul destinataire. Il est dès lors difficile de documenter ce savoir, même s'il est important. D'autant que ce savoir est aussi un pouvoir. Il génère un statut social et des revenus, c'est pourquoi il est souvent jalousement gardé, et ne peut être partagé aussi facilement. Les populations locales se méfient de la diffusion du savoir traditionnel indigène en dehors de l'échange oral, craignant qu'il ne soit détourné, volé et utilisé contre eux-mêmes, ou qu'après avoir été diffusé, ils ne puissent plus s'en réclamer et qu'ils en perdent la maîtrise et leur puissance.
- **La validation du savoir traditionnel indigène**, c'est-à-dire l'établissement de son authenticité et de sa valeur.
- **La protection des droits de propriété intellectuelle**. Les instruments du droit sont inaptes à prendre en compte la nature communautaire du savoir traditionnel indigène. Ils sont aussi trop focalisés sur la valeur économique de l'information Le fait que ce savoir soit oral, ni écrit ni enregistré complique encore davantage le problème. Les domaines les plus controversés du savoir traditionnel indigène sont ceux de la médecine traditionnelle, car l'on considère que personne ne peut exiger du soignant qu'il partage ses secrets médicaux.
- **Le faible potentiel des institutions documentaires sur les plans professionnels comme institutionnels**. Non seulement les standards de la documentation, de la classification et de la codification internationales ou nationales sont assez peu adaptés, mais on manque aussi de personnel compétent. Les professionnels préfèrent tenter leur chance sur d'autres continents.

CETTE ENTREPRISE DOIT ÊTRE COLLECTIVE

Dans de nombreux pays, la documentation du savoir traditionnel indigène n'est pas coordonnée. Les initiatives des bibliothèques, des centres d'information et des ONG sont rarement concertées. Un dispositif de coordination devrait pourtant informer les différents acteurs de ce qui se fait et servir de plateforme pour le partage des meilleures pratiques et expériences apprises.

Cette structure pourrait également servir à mobiliser les ressources que les institutions autonomes manquent d'élaborer. Elle devrait gérer et aider les communautés à se protéger contre le piratage de leur savoir. Au Malawi, une coordination de ces activités est rattachée au Conseil national de la Recherche, le National Research Coucil, qui s'inscrit dans la politique nationale de l'information, la national information Policy. Elle a pour mission, en collaboration avec d'autres institutions, d'identifier et d'isoler les sources du savoir traditionnel indigène à teneur technologique afin de l'archiver spécifiquement et de pouvoir l'intégrer au savoir supranational.

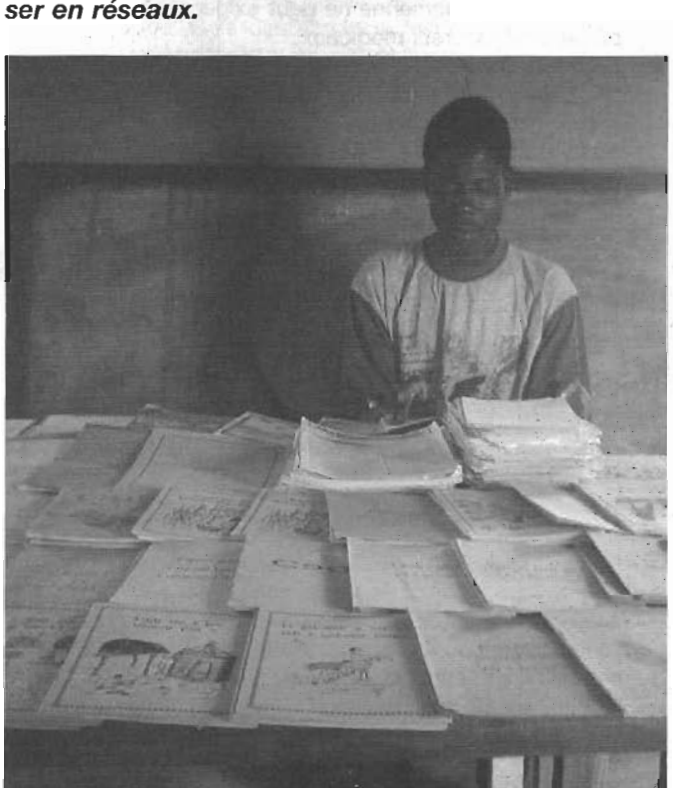
Un réseau de plus en plus important de centres de ressources régionaux et nationaux s'implique dans la documentation du savoir autochtone, tant dans ses expressions historiques que contemporaines. Mais cela demande du temps et des moyens financiers. Les bibliothèques doivent rechercher des partenariats. Elles pourraient s'adresser par exemple à des organisations telles que des centres de recherche, des médiathèques, des universités africaines ou étrangères, des institutions internationales, des ONG, des organisations d'agriculteurs, des organisations de guérisseurs traditionnels comme la ZINATHA (Association nationale des guérisseurs traditionnels du Zimbabwe), etc. ■

5 Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement à Rio de Janeiro (Brésil) en 1992.

➔ LE RÉSEAU DES BIBLIOTHÈQUES VILLAGEOISES DES CENTRALES D'AUTOPROMOTION PAYSANNES DE LA RÉGION DES SAVANES (NORD TOGO)

*Lorimpo Kombate**

En raison de leur isolement, de la pénurie de documents, du manque de moyens dont elles disposent pour s'approvisionner pour collecter, capitaliser et diffuser des informations, à cause du peu d'opportunités qui leur sont offertes pour renforcer leurs compétences, les bibliothèques villageoises doivent apprendre à surmonter leur concurrence et s'organiser en réseaux.



(TOGO. BIBLIOTHÈQUE VILLAGEOISE DE KPÉGUIDJINI)
PHOTO : LORIMPO KOMBATE

Dans l'Afrique rurale orale, depuis longtemps, des organisations promeuvent une communication écrite par le développement de programmes d'alphabétisation et de systèmes d'accompagnement visant l'amélioration du niveau d'éducation des populations, de leur accès à l'information, leur permettant de communiquer avec leurs partenaires. C'est ainsi que, dans la plupart des pays ouest-africains, s'est développé le concept de "bibliothèque villageoise".

Qu'elle soit ambulante ou fixe, une bibliothèque villageoise est un cadre de rencontre, d'information et d'échange mettant à la disposition du public :

- des ouvrages, des brochures, des fiches et livrets techniques dans tous les domaines de connaissance en langues locales et dans les langues officielles du pays,
- des bulletins d'information et des revues spécialisées en langues locales et en français,
- des cassettes audiovisuelles traitant des thèmes de développement identifiés par les bénéficiaires.

Les principales responsabilités qui leur incombent sont :

- la promotion l'apprentissage de l'écrit en langues locales et en français afin de lutter contre l'analphabétisme,
- l'archivage des connaissances et des savoirs paysans,
- le soutien à la circulation d'une information socio-économique et technique qui contribue à l'épanouissement des communautés rurales,
- l'appui aux synergies entre acteurs associatifs ruraux.

Les difficultés matérielles et les contraintes importantes auxquelles elles sont confrontées incitent les bibliothèques villageoises à s'organiser en réseaux. Ces réseaux ne permettent pas seulement les échanges d'ouvrages et de compétences. Ils sont également une opportunité pour mettre en œuvre des actions communes pour renforcer les associations locales et d'une manière générale toute initiative de développement.

LE RÉSEAU DES BIBLIOTHÈQUES VILLAGEOISES DES CENTRALES D'AUTOPROMOTION PAYSANNES (CAP)[1]

A l'origine du projet, l'ONG "Recherche, Appui et Formation aux initiatives d'Auto développement" (RAFIA). Fondée à l'initiative d'une partie du personnel de l'ONG belge Îles de paix (investie dans la région depuis 1986), RAFIA devient officiellement une organisation autonome de droit togolais le 15 janvier 1992. Son objectif est alors de travailler, en collaboration avec les populations, à la promotion économique, sociopolitique et culturelle de leur société.

A l'origine, RAFIA s'était vue confiée par Îles de paix la gestion du Centre de Documentation et d'Information Techniques (CEDITEC). Or, le taux d'analphabétisme de la région des Savanes dépassait les 85%[2]. Normalement créé pour répondre aux besoins des paysans et des artisans, ce service était surtout fréquenté par des agents d'ONG, de structures étatiques et para-étatiques. En effet, les informations n'étaient accessibles qu'à ceux qui pouvaient lire et comprendre le français fondamental. Une évaluation confirme ce constat en 1997. Depuis 1995, à la demande des membres des groupements de la CAP de Tidonti[3], les activités de RAFIA comportaient un volet d'alphabétisation fonctionnelle. Il est rapidement apparu nécessaire de soutenir ses activités par des actions de post-alphabétisation.

---

* Ancien responsable du programme d'alphabétisation de RAFIA et Responsable technique de ce volet au niveau de l'ONG Communication pour un Développement durable (CDD).

1 Une CAP est une fédération de groupements paysans. Les six CAP regroupent 12.000 membres dont 8000 femmes.

2 La région des Savanes est la région la plus septentrionale du Togo, elle est localisée entre 0° et 1° de longitude Est et 10° et 11° de latitude Nord. Elle est limitée au nord par le Burkina Faso, à l'ouest par le Ghana, à l'est par le Bénin et au sud par la région de la Kara. Avec une superficie de 8533 Km², elle couvre 15% du territoire national. Le climat est de type sub-sahélien avec deux saisons, une saison pluvieuse allant de mai à octobre et une saison sèche allant de novembre à avril. La végétation est de type soudanien arborée et arbustive. Elle compte quatre préfectures (Tône, Tandjoaré, Oti, Kpendjal) et la sous-préfecture de Cinkansé.

3 Tidonti est village situé à 27 km au Nord-Est de la ville Dapaong (capitale régionale de la région des Savanes).

L'idée était de permettre à l'adulte alphabétisé de poursuivre seul son apprentissage ou à l'écolier d'y trouver les livres scolaires que leurs parents n'avaient pas les moyens d'acheter.
Dans cette perspective, on envisage alors de décentraliser les services du CEDITEC, en créant des bibliothèques villageoises. Six sont créées en 1998 dans des villages de la préfecture de Tône. La vocation de ces bibliothèques était de fournir de la documentation dans les langues locales, quitte à traduire du français les informations techniques dont les usagers avaient besoin.
De 2001 à 2005, un programme de communication pour le développement durable prévoit le renforcement de cette initiative par la création de bibliothèques supplémentaires et la mise en place d'un réseau. Ce programme est institutionnalisé par la création d'une ONG spécifique, l'ONG CDD (Communication pour un Développement Durable).

ORGANISATION DU RÉSEAU

Celui-ci s'est structuré progressivement. Quatre zones ont d'abord été délimitées (deux au niveau de la préfecture de Tône et deux autres au niveau de la préfecture de Tandjoaré), chacune correspondant à la zone d'action d'une organisation paysanne partenaire de RAFIA /CDD. On a d'abord commencé par réunir régulièrement les bibliothèques villageoises de chaque zone. Des rencontres ont été organisées pour permettre aux bibliothécaires et responsables des comités de gestion de se connaître et les inciter à réfléchir ensemble aux problèmes que leurs bibliothèques (centres de documentation respectifs) rencontraient. Les bibliothèques qui semblaient mieux s'en sortir recevaient la visite des autres villages.
Au cours d'une de ces réunions, l'idée est née de mettre en place un bureau des bibliothécaires villageois chargé de coordonner les rencontres et les actions. Un responsable a été élu pour remplir ce mandat pendant deux ans.
Puis, à la tête de chaque zone, au siège de chaque organisation paysanne partenaire, un Centre d'Expression Plurielle (CEP) a été mis en place. C'est aussi une bibliothèque, mais plus importante que ses consoeurs villageoises. Ce centre assure la relation entre le "sous-réseau" de la zone et le CEDITEC, responsable quant à lui de l'animation de l'ensemble du réseau des bibliothèques villageoises. Ce réseau regroupe aujourd'hui 37 bibliothèques villageoises et 4 CEP.
Des rencontres périodiques (la plupart sont trimestrielles) continuent d'être organisées au niveau de chaque zone. Elles réunissent désormais les bibliothécaires, les animateurs endogènes des organisations paysannes et l'animateur du CDD pour faire le point sur les activités de chaque bibliothèque et confronter leurs expériences.
Sont programmés également, au moins une fois par an, des échanges inter-bibliothèques et inter-CAP.

FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU

Quand un village sollicite un appui pour la mise en place d'une bibliothèque villageoise, il doit adresser sa demande au siège de son organisation paysanne qui la transmet ensuite à RAFIA (ou désormais à CDD). L'animateur du réseau entre alors en discussion avec l'OP et anime des réunions de sensibilisation/organisation au niveau du village candidat. Ce village est

(Togo. bibliothèque villageoise de Kpéguidjini) PHOTO : Lorimpo Kombate

invité à mettre en place un comité de gestion de la bibliothèque, composé de cinq personnes dont au moins deux femmes. Les cinq membres seront formés par l'animateur du réseau à l'organisation, la gestion et le fonctionnement de la bibliothèque[4]. Ensuite, une fois qu'un local est désigné pour l'accueillir, un premier kit de documents est fourni.
C'est au CEP qu'incombe l'organisation des échanges inter-bibliothèques au niveau de son sous-réseau. Lorsqu'il enregistre des demandes de documents non-disponibles dans sa zone ou dans son propre fonds, le CEP soumet la demande au CEDITEC (à moins que l'animateur du réseau n'ait lui-même récolté les demandes au cours d'une visite de suivi). Une fois les demandes centralisées, le CEDITEC prête au CEP les ouvrages demandés (les lui donne s'il possède des versions en double), ou entreprend de les acquérir, par ses propres moyens, si ses fonds le lui permettent, ou en sollicitant l'appui de partenaires extérieurs.
La bibliothèque du CEP s'apparente à une bibliothèque scolaire et dispose d'un local construit, équipé d'armoires, pourvu de documents en langue locale et en français, d'outils audiovisuels permettant d'assurer la production et la diffusion des informations utiles pour les activités organisées par le CAP.
L'existence du réseau a facilité l'organisation du travail de communication au niveau des quatre zones d'intervention de RAFIA. Ce cadre a permis de renforcer les capacités des bibliothécaires. Les organisations paysannes arrivent à produire un bulletin d'information en langue locale pour leurs membres et les autres agriculteurs de la région. Il est également utilisé par les bibliothèques pour communiquer avec leurs membres et les autres partenaires.
Les bibliothécaires villageois sont davantage motivés dans leur travail dans la mesure où les différentes rencontres organisées leur permettent de garder à l'esprit qu'ils ne sont pas livrés à eux-mêmes. De plus, les meilleurs sont récompensés en étant choisis pour représenter le réseau lors de rencontres nationales ou internationales. Ainsi certains ont eu la chance de participer à des rencontres nationales ou internationales organisées par le Groupe de Réalisation et d'Animation pour le Développement (GRAD)[5].
Des semaines "portes ouvertes" ou "semaines du livre" sont régulièrement organisées pour promouvoir les activités des

4 Plusieurs comités sont formés en même temps (par cinq généralement).
5 www.grad-suisse.org.

bibliothèques villageoises et des CEP. Au cours de ces semaines, les gestionnaires présentent leurs bibliothèques aux usagers, organisent des concours d'orthographe, de lecture, divers jeux, des projections de films vidéos et des émissions radiophoniques (à l'antenne de la Radio Communautaire des Savanes - RCS).

DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

Cependant, certains bibliothécaires ne sont pas assez instruits pour gérer convenablement leur fonds documentaire. L'animation n'est pas suffisamment bien faite, les outils de gestion ne sont pas utilisés comme l'exige le système de suivi. D'autres responsables ne participent pas ou peu aux rencontres organisées par le réseau. Les recommandations faites lors de ces rencontres ne sont pas toujours mises en application. Les bibliothèques sont incapables de financer elles-mêmes l'achat des documents dont elles ont besoin.
De leur côté, les CAP ne sont pas toutes en mesure de financer la production des supports de communication en langues locales.
Aujourd'hui, le programme qui fournissait les ressources nécessaires au suivi rapproché des activités des bibliothèques a pris fin. Le bulletin d'information ne paraît plus, faute d'argent.

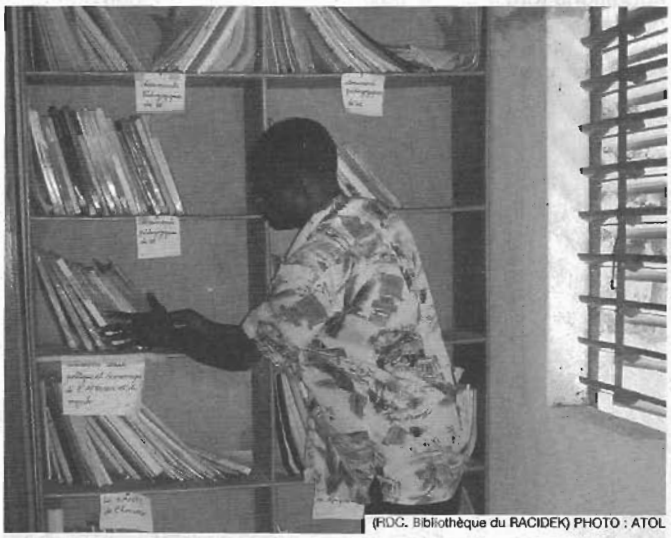
VERS LA COLOMBE DE L'INFORMATION

Bien sûr, il faudrait renforcer les capacités des gestionnaires des bibliothèques en organisant des sessions de formation. Il serait bon également de mettre en relation le réseau avec des partenaires capables de financer et soutenir les activités d'alphabétisation et de production de documents en langues locales et en français.
Par contre, pour pérenniser les activités des bibliothèques, il faudrait parvenir à dépasser le cadre des "projets" en faisant en sorte que les populations s'approprient la structure. En effet, généralement, les gens considèrent la bibliothèque comme étant celle de l'association qui l'a mise en place. Or, elle doit d'abord être celle du village.
La création d'un bibliobus faciliterait les dispositifs d'échanges et pallierait les difficultés de ravitaillement. Ainsi, il ne serait plus uniquement question que chaque bibliothèque assure seule son approvisionnement. On pourrait procéder à des achats collectifs et faire circuler les ouvrages acquis d'un centre à l'autre.
Nous avons encore pensé qu'il fallait aussi permettre aux bibliothèques mises en place par d'autres structures que RAFIA et CDD de s'organiser elles aussi en réseau de manière à pouvoir à terme constituer un réseau régional.
Dans ce sens, des ateliers d'échanges ont d'ores et déjà eu lieu avec le réseau des bibliothèques villageoises développé par la Société Togolaise de Coton (SOTOCO), l'Union des Groupements de Korbongou (UGKO) et le Centre de Développement Intégral de l'Homme (CDIH). Suite à ces pourparlers, dès novembre 2005, "la colombe de l'information" a vu le jour. C'est un premier projet de réseau régional des bibliothèques villageoises. Ses activités sont animées par un bureau directeur composé de 5 membres. Il dispose d'un plan opérationnel pour 2006 mais rien encore n'a pu être réalisé par manque de moyens. ■

→ LES CENTRES DE DOCUMENTATION ET LES BIBLIOTHÈQUES EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO, UN OUTIL DE DÉVELOPPEMENT POTENTIEL

*Rob Brusten**

Depuis les années 80, même lorsque les relations de coopération entre la Belgi-que et le Congo étaient interrompues, ATOL, en tant que prestataire de service, s'est efforcée de maintenir un lien constant avec le milieu documentaire congo-lais. Dans le cadre de son présent programme quinquennal d'activités, l'ONG belge investit plus particulièrement dans l'appui à la mise en réseau des centres de documentation...



(RDC. Bibliothèque du RACIDEK) PHOTO : ATOL

Lubumbashi est à juste titre très fière de son patrimoine architectural et artistique. La ville compte un nombre surprenant de bibliothèques et de centres de documentation. Un inventaire réalisé par ATOL en répertorie plus de trente. L'importance et la nature de ces fonds varient considérablement. Il y a des bibliothèques universitaires, privées, des centres de documentation attaché à des institutions ou des organisations comme des ONG, etc.

J'était en mission dans cette ville en Octobre 2006, justement dans le cadre d'un programme d'appui à la mise en réseau de ces centres. Lubumbashi venait de s'y associer.

L'objectif global de ce programme d'appui est double : il s'agit d'une part de contribuer à professionnaliser l'organisation bibliothéconomique interne des centres partenaires et d'améliorer la qualité et la diversité des services rendus à leur clientèle ; d'autre part d'encourager en leur sein une réflexion plus poussée sur leurs options stratégiques et leurs objectifs à long terme. Les deux actions sont absolument complémentaires si on veut faire en sorte que les centres de documentation soient plus forts, plus durablement établis et que l'information qu'ils transmettent devienne un outil de développement effectif.

QUELQUES POINTS DE DÉPART

Dès le départ, il est convenu qu'ATOL limite son intervention à l'appui et à la facilitation d'un processus complètement pris en charge par les organisations congolaises elles-mêmes. Aucun choix, ni aucune décision ne sont imposés.

ATOL est un prestataire de services. Notre ONG n'est d'ailleurs reconnue et subventionnée par le gouvernement belge que pour ce domaine précis. Comme la loi en vigueur le prescrit, nous mettons à la disposition des ONG belges et de leurs partenaires du Sud notre expertise et notre expérience. Il y a des thèmes et des sujets spécifiques pour lesquels ATOL est en mesure de créer une plus-value et pour lesquels nous avons développé des services concrets. La gestion bibliothécaire en est un.

Nous travaillons exclusivement avec des organisations établies qui ont une certaine stabilité et un programme d'activités propres. ATOL ne participe pas à la création de nouveaux centres de documentation. Nous n'octroyons pas de fonds. Notre statut ne nous permet pas d'être bailleur. Pour résoudre leurs problèmes de financement, nos partenaires congolais doivent s'adresser à d'autres instances.

Ce dernier point est important. Notre actuelle collaboration avec les centres de documentation et les bibliothèques du Congo est aussi un projet pilote pour expérimentation les conditions sous lesquelles il est possible de fonder un partenariat Nord-Sud qui ne soit pas fondé sur le transfert d'argent mais sur une véritable solidarité et des échanges réciproques. Pour les ONG du Nord, c'est capital pour les années à venir, compte tenu des changements annoncés en matière de financement des projet de coopération.

En outre, ATOL a choisi de travailler avec des réseaux et non pas avec des organisations individuelles. Il nous paraît en effet plus efficace (on peut compter sur un meilleure effet multiplicateur) et meilleur marché (on réalise de plus des économies d'échelle) de travailler avec des réseaux. Mais l'argument le plus important en faveur de ce choix a un rapport direct avec les conditions de travail de nos collègues congolais. La mise en réseau peut être considérée comme une forme d'apprentissage. Il s'agit d'inciter différents acteurs de développement au sein de la société civile congolaise à travailler ensemble.

LE DÉMARRAGE DU PROJET

La première étape consiste à charger un expert local est chargé de réaliser un inventaire descriptif et analytique de tous les centres et bibliothèques en activité dans une ville ou région donnée et dont on estime qu'ils ont une certaine pertinence pour le développement. En RDC, ce travail a été réalisé en premier lieu sur Kinshasa puis, un an plus tard, à Bukavu. En 2006, Narcisse Kalenga, informaticien à la bibliothèque centrale de l'Université de Lubumbashi, nous a proposé de procéder à l'inventaire de Lubumbashi. Chaque fois, les résultats ont été restitués à des représentants des centres et bibliothèques concernés[1].

Même s'il ne débouche sur aucune collaboration concrète avec ATOL un tel travail est tout de même utile car les documentalistes et les bibliothécaires sont souvent mal informés sur les autres initiatives, même dans leur propre ville (caractéristiques : spécialisations, groupes cibles, collections, etc.). L'inventaire peut les aider à mieux se connaître mutuellement. D'ailleurs, dans les trois villes, des réseaux se sont formés et une collaboration avec ATOL a pu démarrer. Ces réseaux s'organisent selon leurs propres modalités ; ils se donnent leurs propres structures organisationnelles et définissent leur propre programme d'activités. ATOL ne propose aucun exemple à suivre. ATOL se contente d'appuyer, d'informer, de faciliter les prises de contact...

---

* Chargé d'études et consultant, responsable du service d'information d'ATOL (www.atol.be).

1 Ils peuvent être consultés sur le site ATOL.

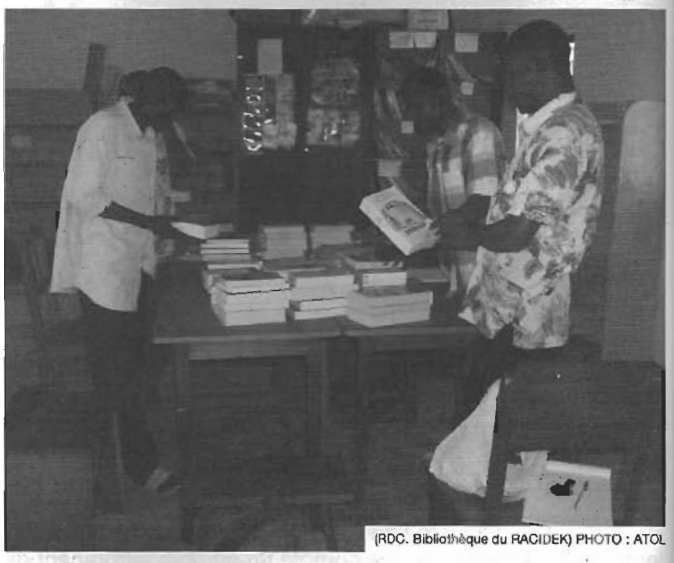
Pour le moment, ATOL est en relation avec une cinquantaine de bibliothèques et de centres de documentation, répartis sur trois villes congolaises et organisés en trois réseaux : "Mikanda" à Kinshasa, "Réseau De Bibliothèques" à Bukavu et "RACIDEK" à Lubumbashi.

LES FONDS DOCUMENTAIRES

Ne serait-ce que parmi les bibliothèques adhérentes à ces trois réseaux, les situations et condition de travail sont très variables. Certaines proposent des collections tout à fait actuelles et sont très bien organisées, d'autres des collections complètement désuètes où le chaos règne en maître, On peut néanmoins retirer dans cette diversité des caractéristiques qui rendent bien compte des réalités du secteur.
Les documentalistes et les bibliothécaires se sentent souvent dépréciés par leurs collègues et par la direction des organisations dans lesquels ils travaillent. Leur fonction n'est pas prise au sérieux. Souvent ils disposent de moyens limités, leurs services sont sous-financés. La fourniture d'information ne semble pas être une priorité. De plus, ils sont isolés. Ils ont peu de contacts professionnels, peu de possibilités d'échange avec d'autres documentalistes. Parmi les documentalistes, rares sont ceux qui ont reçu une formation professionnelle appropriée. Beaucoup ont dû apprendre sur le tas. Sur les 25 organisations membres du réseau RDB à Bukavu, une seule emploie une bibliothécaire diplômée. Les opportunités des formation existent pourtant, même au niveau universitaire, au campus de Kinshasa. La coopération française a mis en place un programme de cours spécialisés. Mais, comme c'est souvent le cas avec des formations pareilles, il y a peu de suivi, peu d'engagement de la part des directions des organisations, et donc peu d'effets durables au niveau institutionnel.
Ce qui est presque partout parfaitement en ordre c'est la classification, comme si une classification bien faite était l'unique – ou du moins le plus important – critère de qualité. Dans la plupart des bibliothèques, les collections sont en accès libre. Cela requiert une classification bien faite.
Presque partout c'est la collection elle-même qui pose le problème majeur. Il y a des problèmes à tous niveaux : la quantité, la qualité, la pertinence, l'actualité, etc. Il est clair qu'il y a de bons centres de documentation et bibliothèques, avec un fonds documentaire adéquat et qui peuvent se permettre des acquisitions à intervalles réguliers. Ce sont malheureusement les exceptions. Les pires situations se rencontrent presque toujours dans les bibliothèques liées à des établissements d'enseignement officiels ou à des instituts de recherche. Les moyens nécessaires pour assurer l'acquisition de nouveaux titres ou s'abonner à des revues ne sont simplement pas accessibles. Les catalogues ou les titres qui n'ont pas été renouvelés depuis 20 ans ne sont pas des exceptions. Dans le privé, la situation est souvent meilleure, grâce aux liens de collaboration qui ont pu se tisser avec des donateurs du Nord.
Même dans le secteur ONG, la plupart des centres se trouvent dans une situation pitoyable. Les acquisitions se limitent à ce que l'on a pu récupérer gratuitement ou reçu en don. Dans des circonstances pareilles, il est hors de question de prétendre à une gestion raisonnée et systématique du fonds documentaire. Pourtant il y a de bons centres de documentation et des bibliothèques excellentes dans chacune des catégories. Le premier élément déterminant est la perception qu'ont les directions du rôle de l'information dans la poursuite des objectifs de leur organisation ; le second, bien sûr, le succès des recherches de financements externe. Pour ne nommer que quelques exemples, on peut citer la belle "Bibliothèque de la FUNA" à Limete, Kinshasa, qui a pu être rénovée grâce à la coopération française ; le centre de documentation du GEL (Guichet d'Economie Locale), à Bukavu, financé par Louvain Développement ; la bibliothèque de l'Institut de Criminologie de l'UNILU à Lubumbashi, qui a profiter d'une collaboration avec l'Université Libre de Bruxelles via le Conseil Interuniversitaire de la Communauté française de Belgique (CIUF).
Il y en a d'autres bien sûr. Mais, comme c'est souvent le cas, quand on dépend d'un bailleur unique, on peut douter de la durabilité des projets.

LES INFRASTRUCTURES

La qualité de l'infrastructure varie elle aussi considérablement d'une bibliothèque à l'autre. Certaines sont fort bien équipées comme la bibliothèque de la Faculté Philosophique Canisius des PP. Jésuites à Kinshasa. D'autres survivent dans des conditions tout à fait pénibles. C'est la lutte continue contre la poussière et la vermine.



(RDC. Bibliothèque du RACIDEK) PHOTO : ATOL

Les salles de lecture sont souvent très fréquentées. Non seulement parce qu'il n'y a pas beaucoup de bibliothèques publiques, mais aussi parce qu'une bonne partie des lecteurs n'a pas d'autres endroits pour pouvoir travailler (ils ne viennent pas forcément consulter des livres).
En ce qui concerne l'infrastructure informatique, la situation générale est assez mauvaise. Si un petit nombre de bibliothèques disposent d'un catalogue informatisé et que d'autres se sont au moins lancées dans des projets pilotes, la plupart ne sont pas informatisées, même si l'organisation à laquelle elles appartiennent disposent d'un parc informatique... L'utilisation de l'Internet comme source d'information reste dès lors très limitée. On se rabat sur les cybercafés pour la correspondance électronique, plus rarement pour de la recherche documentaire. Là aussi, il y a des exceptions. Certains centres ont leur propre site Web.
La plupart des documentalistes et bibliothécaires membres du réseau sont conscients de la situation. Ils cherchent à améliorer les services et produits qu'ils offrent. Mais souvent, les circonstances sont tellement difficiles et les possibilités tellement limitées, qu'il règne une certaine résignation. A quoi sert la persévérance, si on ne voit aucun moyen d'échapper au manque de tout.

L'ISOLEMENT

L'isolement est un autre facteur important. On ne sait pas vraiment ce qui se passe ailleurs. Il est presque impossible de participer aux débats qui mobilisent le monde de l'information à

l'étranger, ou ne serait-ce qu'en Afrique francophone. Une bonne proportion de nos collègues congolais sont renfermés dans des schémas tout à fait classiques – voir même tout à fait démodés – concernant le rôle de l'information et de la documentation, dans leur propre institution ainsi que, plus largement, dans la société.
On manque de dynamisme, de potentiel analytique, de proactivité, d'innovation. Il y a peu de forums pour en discuter, pour se remettre en question, pour rechercher la confrontation avec des idées nouvelles...

ALORS, QUOI FAIRE ?

ATOL endosse le rôle de stimulateur externe. Un simple coup de pouce suffit parfois pour se rendre compte que certains problèmes ne sont pas si insurmontables que cela.
La suggestion de s'organiser en réseau nous semble une démarche efficace, qui ouvre des perspectives intéressantes. Ainsi on est étonné de constater que la quantité et même la qualité de l'information disponible dans les collections des membres d'un réseau sont beaucoup plus élevées qu'on ne le pensait. Il y a plus d'expertise et d'expérience professionnelle qu'on ne l'a d'abord cru. Des objectifs qu'on croyait irréalistes, grâce à la concertation et à l'effort commun deviennent accessibles. Même sans financement supplémentaire...
Le rôle d'ATOL est de suggérer des idées, poser des questions, relayer des expériences étrangères, celle des différents réseaux. Pour le reste, c'est aux réseaux mêmes de s'organiser.
Il est clair que les documentalistes et bibliothécaires sont enthousiastes devant la perspective des échanges professionnels. A Kinshasa et Bukavu, on aime se rendre mutuellement visite.
L'idéal serait de pouvoir établir un catalogue commun, si possible informatisé et mis en ligne sur le Web. On n'en est pas encore là. Il faut au moins standardiser le catalogage en respectant un format commun et tomber d'accord sur un logiciel de gestion. Pour le moment, on semble favoriser le "PMB", logiciel très performant et gratuit.
ATOL offre aussi un appui documentaire et logistique. Ainsi, toute une documentation est accessible gratuitement ou à prix réduit, mais les centres du Sud l'ignorent ou ne savent pas comment l'obtenir. Les informer de façon systématique de ces possibilités peut être un facteur important pour l'amélioration des collections.
La bibliothèque d'ATOL compte des ouvrages devenus obsolètes selon nos critères mais restent pertinents et utiles pour nos amis congolais. Des milliers de titres sur la technologie appropriée on ainsi été expédiés au Congo.
Il existe en Belgique des centres spécialisés dans la récupération et la mise au point d'ordinateurs d'occasion qu'ils destinent aux organisations du Sud. Nous avons accepté de remplir le rôle d'intermédiaire et contribuons à l'informatisation du secteur documentaire congolais. ATOL grave encore des cdrom pour ses partenaires des réseaux. C'est une manière facile et bon marché de combler les lacunes des collections physiques.

UN APPUI FINANCIER ?

Bien qu'ATOL ne soit pas bailleur de fonds et que nous ne faisons pas de financement de partenaires, nous octroyons une petite somme annuelle de 800 € à chacun des réseaux pour les aider à organiser leurs activités.
Le montant est limité, mais il faut quand même remplir quelques conditions pour y avoir accès. Nous demandons à nos amis d'établir un programme d'activité et un budget annuel, d'élaborer des procédures de gestion financière. Cette gestion doit être transparente. Tous les membres du réseau et des responsables doivent être équitablement élus. Ainsi notre contribution financière, aussi limitée soit-elle, encourage nos amis à réfléchir sur leurs pro-pres structures.
Si les réseaux sont prêts à introduire une demande de financement formelle auprès d'un bailleur, ATOL est disposé à les aider à la rédiger, à en assurer le suivi et à intercéder auprès du bailleur.
ATOL est également disposé à participer à des initiatives de formation, quitte à en financer une partie, à condition que cette formation s'inscrive dans un programme profitable au réseau tout entier. Une formation n'a de sens que si le suivi est assuré et que le centre est véritablement disposé à intégrer les nouvelles connaissances.
En octobre 2006, nous avons animé une session de formation pour les membres du RDB. A leur demande, on a proposé une introduction assez générale sur le travail documentaire. Une deuxième session au mois de Mars 2007 développera davantage l'informatisation. Le même module sera mis en oeuvre à Lubumbashi. Plus tard dans l'année suivront des ateliers d'échange sur l'impact du travail, réunissant à la fois les fournisseurs d'information (bibliothèques et centres de documentation) et leurs usagers (essentiellement des ONG).

(RDC. Membres du RACIDEK) PHOTO : ATOL

Ces initiatives nous permettent d'attirer l'attention de nos collègues sur les dimensions stratégiques et politiques du travail documentaire et d'aller au-delà des besoins pratiques pressants.

AU-DELÀ DE L'INTERVENTION D'ATOL

Les trois réseaux exécutent un programme bien plus vaste que les activités dans lesquelles ATOL est impliqué. A Bukavu, le RDB a rédigé – avec toute la minutie nécessaire – des statuts et un règlement d'ordre intérieur qui, par le biais d'ATOL ont pu inspirer les réseaux de Kinshasa et de Lubumbashi. A Kinshasa, on a beaucoup investi dans les "journées documentaires", qui permettent aux membres de visiter les autres bibliothèques de leur réseau. L'idée a été reprise à Bukavu et à Lubumbashi. A Kinshasa, le coordinateur, Jérôme Mutombo, réalise en ce moment un état des lieux détaillé sur le niveau d'informatisation de chaque membre. Ceci devrait leur permettre de choisir un logiciel commun de gestion bibliothécaire.
Chaque réseau s'est mis en route selon ses propres modalités, à Kinshasa depuis presque trois ans, à Lubumbashi depuis seulement quelques mois.
En aidant nos partenaires de cette façon, nous les aidons également à se doter de structures fortes qui peuvent assurer la durabilité et l'autonomie de leurs institutions. ■